

RURALITÉ

NUMÉRO 5 - février 2016



ÉDITORIAL

Face aux dénis de l'Union européenne, il faut changer de ton et de méthode !

En moins de deux ans, la crise de l'agriculture a tourné au désastre et atteint maintenant une ampleur comparable à la crise des migrants. Les mêmes acteurs y tiennent un rôle similaire. Berlin, qui n'entend personne et s'acharne à imposer sa vision aux autres pays membres. Bruxelles, qui nie la gravité de la situation et s'acharne à imposer l'application des textes existants, aussi dangereux ou inadaptes soient-ils.

L'attitude du Commissaire européen à l'Agriculture Phil Hogan est de plus en plus surréaliste. Après avoir affirmé à grand renfort de médias qu'il n'y avait pas de crise, il daigne maintenant reconnaître les "difficultés" que rencontrent les éleveurs, mais préfère se concentrer sur la simplification de la Politique Agricole Commune. Si nous connaissons tous les lourdeurs et les absurdités de la PAC dont les agriculteurs sont les premières victimes, cela revient, dans le contexte dramatique que nous vivons, à s'occuper d'architecture intérieure pendant que la maison brûle.

C'est donc fort logiquement à un mur que s'est heurté le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll lors du dernier Conseil des ministres européens. Il est à ce propos tout à fait légitime de s'interroger sur les motivations réelles et le sérieux du ministre. L'étiquetage obligatoire de l'origine des aliments avait été promis après le scandale des lasagnes à la viande de cheval, il y a trois ans, et aussitôt abandonné sous la pression de la Commission européenne.

(suite page 2)

NUMÉRO SPÉCIAL

SALON DE L'AGRICULTURE

DOSSIER

DIX MESURES POUR L'AGRICULTURE

DIX MESURES POUR L'AGRICULTURE

1/ Mettre en place l'étiquetage obligatoire de l'origine de tous les produits alimentaires afin de favoriser le patriotisme économique. Promis par le Ministre de l'Agriculture après le scandale des lasagnes à la viande de cheval pour toutes les viandes, mais refusé par Bruxelles au nom du libre-échange absolu et donc enterré par le gouvernement..

2/ Imposer la consommation de produits français et régionaux dans les collectivités : c'est aujourd'hui pratiquement impossible du fait de la législation européenne en matière de marchés publics. Avec un cadre étudié, cela est pourtant réalisable. Défendu par le FN lors des élections départementales et des régionales, cette mesure, qui permettrait d'améliorer rapidement la situation n'a été retenue par aucun président de conseil régional ou départemental.

3/ Mettre fin aux sanctions contre la Russie qui ont engendré en retour l'embargo russe. Cet embargo n'est payé que par les agriculteurs et l'agroalimentaire puisque la Commission européenne refuse de leur apporter un soutien efficace : les 500 millions d'euros promis aux pays membres sont dérisoires eu égard aux pertes causées. À titre d'exemple, la seule crise du concombre en 2011 avait été indemnisée par la Commission européenne à hauteur de 220 millions d'euros....

4/ Mettre fin aux négociations du TTIP qui, en imposant sur nos marchés des produits de mauvaise qualité à très bas prix, achèverait de détruire nos filières d'élevage tout en abaissant davantage le niveau de sécurité alimentaire.

5/ Faire respecter la loi à une grande distribution surpuissante (80% de l'alimentaire en France, avec 3 centrales d'achat géantes) et toujours opaque, qu'il s'agisse des délais de paiements et des pratiques interdites. Restriction (voir interdiction) des promotions chocs dans le frais qui déstabilisent les liens entre distributeurs et producteurs au détriment de ces derniers.

6/ Mener une politique de structuration des filières axée sur la qualité (comme cela a été fait avec succès dans le vin), car, tant sur le marché intérieur qu'à l'export, notre pays, en matière de productions agricoles et agroalimentaires, reste synonyme de qualité et de savoir-faire.

7/ Mobiliser des fonds pour ré-investir massivement dans l'agriculture et l'agroalimentaire. L'État le fait pour sauver Areva et Valourec, mais laisse sombrer un autre atout majeur de notre économie.

8/ Remise à plat de l'ensemble du système social de l'agriculture qui est à bout de souffle, de manière à faire baisser les cotisations des actifs sans pour autant revenir sur les pensions (souvent très basses) des retraités.

9/ Mettre en place des mesures de gestion de crise efficaces : stockage des surplus sous le contrôle de l'État afin d'éviter que la remise en marché ne fasse retomber les prix, aides à la limitation de la production en cas de besoin (sur l'exemple des quotas laitiers).

10/ Entamer une procédure pour dumping social contre l'Allemagne qui utilise massivement et dans des conditions scandaleuses la main d'œuvre détachée dans l'agriculture et l'agroalimentaire, ce qui lui permet de mener une guerre des prix à ses "partenaires" européens. La Belgique a entamé cette procédure pour le porc mais ni M.Sarkozy ni M.Hollande n'ont souhaité suivre cette voie. Il faut en même temps imposer une vraie réforme de la Directive détachement des travailleurs. Le gouvernement socialiste n'a obtenu que le durcissement du détachement en France, ce qui n'a rien réglé puisque le détachement des salariés profite surtout aux Allemands et aux Espagnols. Pour les mêmes raisons, il est inadmissible de continuer à accepter les traités de libre échange imposés par Bruxelles qui permettent à un nombre toujours plus grand de pays d'attaquer notre marché intérieur en ayant uniquement recours au dumping social ou environnemental. ■

Éditorial (suite)

Pourquoi n'avoir pas engagé le bras de fer à l'époque, alors que cette mesure avait le soutien de nombreux autres pays membres? Le risque de surproduction lié à la fin des quotas laitiers étaient également pointé du doigt par un grand nombre de spécialistes et de syndicalistes depuis 2009. Pourquoi avoir accepté leur démantèlement sans condition et avoir attendu deux années de crise pour proposer un nouveau mécanisme de régulation des volumes? Le dumping social massivement pratiqué par les Allemands et les Espagnols dans la filière porc était également connu de longue date. Pourquoi s'être contenté de vagues promesses allemandes sur le salaire minimum et d'une pseudo-réforme de la directive détachement des travailleurs passée à la va-vite avant les élections européennes? Tout le monde connaissait également le risque que faisait courir l'embargo russe à nos producteurs et la faiblesse des mécanismes de crises à disposition de la Commission européenne. Pourquoi avoir accepté d'en faire payer les conséquences aux seuls agriculteurs?

Berlin et Bruxelles imposent une vision de l'agriculture qui est systématiquement contraire aux intérêts de la France, pourtant premier producteur agricole européen. La gravité de la situation impose un changement radical de ton et de méthode, sinon le prochain renoncement portera sur le traité transatlantique (TTIP) alors même que nous connaissons déjà les conséquences désastreuses de cet accord de libre-échange pour nos filières d'élevage et nos appellations contrôlées, qui sont à la fois un pan de notre patrimoine et le fer de lance de notre agriculture à l'export.

Edouard Ferrand et Philippe Loiseau
Députés Français
au Parlement européen

**Le mardi 1^{er} mars,
Marine Le Pen,
Philippe Loiseau et
Edouard Ferrand,
députés Français au
Parlement européen,
rencontreront les
professionnels des
différentes filières
agricoles au Salon de
l'Agriculture de Paris**

Propositions et mesures**Mesures commerciales en faveur de la Tunisie**

Début janvier, Edouard Ferrand et Philippe Loiseau se sont opposés à ce texte, qui vise à imposer des mesures commerciales d'urgence pour favoriser l'importation d'huile d'olive tunisienne dans l'ensemble des pays de l'Union européenne. Philippe Loiseau s'est insurgé contre ces mesures qui pénaliseront nos producteurs oléagineux français et créeront une distorsion au sein du marché européen. Une fois de plus la Commission a travaillé dans l'ombre, sans commander une seule étude d'impact sur les conséquences de ces mesures pour les pays européens producteurs d'huile d'olive, et notamment la France. Sans surprise malheureusement, la majorité des élus des autres groupes ont voté ce texte sans tenir compte des amendements déposés par Edouard Ferrand et Philippe Loiseau.

Propositions de résolution

> Philippe Loiseau et Edouard Ferrand ont co-signé, en novembre dernier, une proposition de résolution visant à soutenir le secteur de l'élevage par des mesures fortes avec, entre autres, la fin des sanctions contre la Russie afin d'obtenir la levée de son embargo et le respect des normes environnementales et sociales pour les produits importés dans l'UE.

> Philippe Loiseau et Edouard Ferrand ont signé en janvier une proposition de résolution demandant une meilleure information des consommateurs sur les viandes issues de l'abattage rituel, par un étiquetage approprié et obligatoire.

Rapport fictif

Philippe Loiseau a récemment été nommé rapporteur fictif sur un texte intitulé : « *Comment la PAC peut-elle améliorer la création d'emplois en zone rurale ?* ».

L'actualité en bref**> TTIP**

Alors que nos députés sont en première ligne depuis des mois pour dénoncer les méfaits du Traité transatlantique, leur voix commencerait-elle à se faire entendre ? Une vague – disons plutôt une vaguelette – de contestation se forme en Commission contre le volet agricole de cet accord de libre-échange. De l'aveu même du Secrétariat américain à l'Agriculture, ce traité avantagerait largement les États-Unis, et lèserait tout aussi largement les pays de l'UE, au premier rang desquels figure la France. Il est inquiétant de voir qu'il faut attendre un aveu des Américains pour que les députés européens se réveillent légèrement sur le sujet....après avoir brocardé les alertes lancées par Edouard Ferrand et Philippe Loiseau durant des mois !

Le 18 janvier se tenait une réunion extraordinaire de la Commission Agriculture à Strasbourg, pour y auditionner le Commissaire Phil Hogan. Au programme, la simplification de la PAC et la Conférence ministérielle de l'OMC à Nairobi (Kenya). Condescendant, M. Hogan a renvoyé les députés contestataires, avec un sourire narquois, à la responsabilité de leurs États.

Il a balayé d'un revers de main toute critique émise sur la PAC : Philippe Loiseau a en effet pointé du doigt la politique d'arrêt des subventions à l'exportation de nos produits agricoles, entérinée d'avantage à la Conférence de l'OMC.

> Les éleveurs de porcs veulent des prix, pas des soins palliatifs

La filière porcine bretonne s'enfonce inexorablement dans la crise. Sur un peu plus de 3500 producteurs en Bretagne, plus de mille sont au bord du dépôt de bilan ! En effet, l'effondrement des prix provoqué par la concurrence déloyale imposée par l'U.E ruine les éleveurs bretons. Un seul chiffre pour comprendre le drame : la perte est d'environ 30 € par cochon vendu !

Le gouvernement se contente de mesu-

rettes qui seront sans effet sur des trésoreries exsangues. La solution existe cependant. Il faut, comme l'a fait Cameron sur des dossiers beaucoup plus lourds, entamer un bras de fer avec Bruxelles afin d'obtenir l'étiquetage obligatoire de l'origine des produits frais transformés, renouer avec la Russie et supprimer les distorsions sociales, fiscales et environnementales existantes au sein de l'U.E. Le gouvernement qui, dans la réalité, a déjà acté la disparition de pans entiers de la filière, s'y refuse. Et pour preuve il a déjà préparé « un plan de reconversion et de formation » pour ceux qui disparaîtront. Les éleveurs ne veulent pas de soins palliatifs, ils veulent simplement vivre de leur travail. C'est inacceptable pour les tenants de l'ultra-libéralisme qui sévissent à Paris et à Bruxelles.

Gilles Penelle



Vos députés sur le terrain



1



2



3



4



5

1 - Marine Le Pen reçue par la filière INTERBEV au salon Space 2015 **2** - Marine Le Pen accueillie par des jeunes du lycée agricole de Bretagne au salon Space 2015 **3** - Déplacement dans le Vaucluse avec Marion Maréchal Le Pen **4** - Rencontre avec la Fédération des chasseurs de Haute-Savoie **5** - Philippe Loiseau à la rencontre des céréaliers d'Auvergne.

On en parle

Le 8 février dernier, une conférence de presse avait été organisée à Paris par Edouard Ferrand et Philippe Loiseau sur le thème : « **Face au désarroi des agriculteurs français, contre les mesurette gouvernementales, établir une politique agricole française à long terme.** » De nombreux commentaires en ont été fait dans différents médias :



www.terre-net.fr

<http://www.terre-net.fr/actualite-agricole/politique-syndicalisme/article/le-patriotisme-alimentaire-nouveau-cheval-de-bataille-frontiste-papier-205-116895.html>



www.lafranceagricole.fr

<http://www.lafranceagricole.fr/actualites/crise-agricole-le-front-national-appelle-au-courage-daffronter-lue-1,0,547491801.html>



www.lafranceagricole.fr

<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2016/02/12/97002-20160212FILWWW00232-crise-agricole-le-fn-veut-provoquer-l-ue.php>

Bruxelles - Bât. Altiero Spinelli OIH242 - 60 rue Wiertz / Wiertzstraat 60 - 1047 Brussels
Strasbourg - Bât. Winston Churchill MO2043 - 1 avenue du Président Robert Schuman CS 91024 - 67070 Strasbourg



Philippe Loiseau

[@ph_loiseau](https://twitter.com/ph_loiseau)

Tél. Brux. : +32(0)2 28 45227
 Tél. Stras. : +33(0)3 88 1 75227
 Asst. Brux. : +32(0)2 28 47227
 Asst. Stras. : +33(0)3 88 1 77227
 Fax Brux. : +32(0)2 28 49227
 Fax Stras. : +33(0)2 88 1 79227

[f Philippe Loiseau](https://www.facebook.com/PhilippeLoiseau)



Edouard Ferrand

[@e_ferrand](https://twitter.com/e_ferrand)

Tél. Brux. : +32(0)2 28 45806
 Tél. Stras. : +33(0)3 88 1 75806
 Asst. Brux. : +32(0)2 28 47806
 Asst. Stras. : +33(0)3 88 1 75806
 Fax Brux. : +32(0)2 28 49806
 Fax Stras. : +33(0)2 88 1 79806

[f Edouard Ferrand](https://www.facebook.com/EdouardFerrand)

Lettre d'information des députés européens du groupe ENL Edouard Ferrand et Philippe Loiseau Lettre N° 5

1^{er} Trimestre 2016 / Budget 400 de Philippe Loiseau et Edouard Ferrand, député européen du groupe ENL au Parlement européen / Rue Wiertz - ASP 01H242 - 1047 Bruxelles / Les propos tenus dans ce document n'engagent en rien le Parlement européen qui ne saurait être tenu pour responsable / Directeurs de la publication : Philippe Loiseau et Edouard Ferrand / Maquette : Franck &Com / Imprimerie : Franck &Com / Dépôt Légal 1^{er} Trimestre 2016 / N° de commission paritaire : en cours de renouvellement / Crédits photos : ©Stream on Fire, ©Fotolia, ©Parlement-européen